



Groupe de travail ministériel « Modernisation de l'action publique »

Le groupe de travail sur la modernisation de l'action publique du 3 février 2014 fait suite à trois précédentes réunions sur le sujet. Il s'agissait, comme pour les précédents groupes de travail, d'échanger sur les décisions du dernier Comité interministériel pour la modernisation de l'action publique (CIMAP).

En préalable la fédération des Finances CGT est revenue rapidement sur les annonces faites par le Président de la république, baisser la dépense publique de 50 milliards d'euros en trois ans, ainsi que le nouveau cadeau de 30 milliards d'euros d'exonérations sociales pour les entreprises.

Pour la Fédération, baisser encore les dépenses publiques, c'est dégrader le service public et réduire les capacités d'intervention publique. 20 % des emplois ont été supprimés en dix ans à Bercy. Nous subissons une baisse des crédits d'investissements, un gel du point d'indice, une réduction des plans de qualifications, d'importantes dégradations des conditions de travail...

La « *Modernisation de l'action publique* » (MAP) poursuit la même logique que la RGPP, à savoir réduire les coûts sans se soucier de l'efficacité du service public.

Une nouvelle fois, la fédération des Finances CGT a demandé un bilan contradictoire sur les réformes passées et en cours.

Le Secrétaire général a proposé en séance que les prochaines réunions « MAP » soient organisées en amont des CIMAP. Il nous a ensuite demandé de commenter les propositions du dernier CIMAP du 18 décembre 2013 (priorité au numérique, évaluation de politique publique en particulier du contrôle des entreprises, rationalisation de la gestion publique de l'État en développant les « services facturiers », etc)

C'est donc toujours les mêmes arguments, enrobés de beaux discours sous couvert de « *dialogue social* », qui peinent à cacher la dure réalité : diminution des moyens et décisions unilatérales du gouvernement.

Pour la CGT, il est hors de question de discuter sur la « *Modernisation de l'action publique* », « *le meilleur service public au meilleur coût* » venté dans les documents est purement et simplement un abandon de missions, tout comme les simplifications proposées dans les fiches. Ce que nous retenons, de la MAP d'un côté et des démarches stratégiques de l'autre, c'est moins de services publics, donc moins d'agents et moins de moyens de fonctionnement.

Il est urgent de se mobiliser et de construire un rapport de force afin de faire comprendre au niveau ministériel et directionnel les conséquences dramatiques qu'ont les politiques de rigueur budgétaire sur les agents mais aussi les citoyens.

Sans attendre, la fédération des Finances CGT, dans une démarche unitaire, mettra tout en oeuvre pour que les revendications des personnels soient enfin entendues et satisfaites. Elle appelle tous les personnels à se mobiliser le 20 mars prochain, quelle qu'en soit la forme !